

ARRETE DU MAIRE
N°ST005RT2024

Objet : emprise sur trottoir pour les besoins du chantier de construction
11 rue Général de Gaulle – 3-5 route d'Irigny
Du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024(Arrêté temporaire)

Le Maire de BRIGNAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu l'ordonnance n° 58 1216 et le décret n° 58 1217 du 15 décembre 1958 relatifs à la police de la circulation routière,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,
Vu l'arrêté du 12 juin 2023 N°PM024RP2023, concernant le stationnement réglementé à Brignais,
Vu la délibération du Conseil Municipal du 29 novembre 2023, fixant le tarif des redevances d'occupation du domaine public à compter du 1^{er} janvier 2024,
Vu la demande du 8 décembre 2023, formulée par l'entreprise SOGREBAT,

Considérant qu'en raison de la mise en place de palissades sur le trottoir, au 11, rue Général de Gaulle / 3-5 route d'Irigny, réalisé par l'entreprise SOGREBAT, pour les besoins du chantier de construction OGIC, il convient de réglementer l'occupation du domaine public,

- ARRETE -

Article 1 : autorisation

L'entreprise SOGREBAT est autorisée à occuper temporairement le domaine public sans ancrage, pour la mise en place de palissades de chantier.

Article 2 : prescriptions techniques

L'entreprise SOGREBAT doit respecter les dispositions particulières suivantes :

- Mise en place de palissades bac acier sur le trottoir De Gaulle et route d'Irigny, au droit du chantier
Surface occupée : 100 m²
- Condamnation du trottoir de la route d'Irigny, au droit du chantier avec mise en place d'un balisage « piétons passez en face »
- Le matériel de chantier est balisé et l'emprise du chantier sur la voie publique doit être la moins importante possible.
- Il est interdit de fabriquer directement sur la chaussée ou ses dépendances les mortiers, bétons ou autres. Protection obligatoire du trottoir.

Article 3 : période

Cette autorisation est valable du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024 et pourra être prolongée en cas de nécessité par arrêté du Maire.

Article 4 : signalisation

Le chantier est signalé de jour comme de nuit et la signalisation sera mise en place par l'entreprise, sous sa responsabilité. La sécurité des piétons et des automobilistes est assurée par l'entreprise. Le présent arrêté doit être affiché sur site, par l'entreprise. L'entreprise s'engage à ne pas perturber la circulation des usagers hors des périodes de travaux effectives (la nuit, le week-end et les jours fériés).

Article 5 : redevance

L'autorisation délivrée par l'administration publique implique de la part du permissionnaire le paiement de la redevance relative à l'occupation du domaine public, soit pour le cas présent un montant de :

- Stationnement : 100 m² X 9.20 € m² X 6 MOIS
- TOTAL A PAYER : 5 520 €

Article 6 : information réglementaire

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux, dressés par les forces de l'ordre et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : utilisation des bornes de puisage

L'utilisation des poteaux incendie est réservée à l'usage exclusif des services incendie. Toute autre utilisation est totalement interdite. Trois bornes de puisage sont situées en bordure de voirie et réservées, sans compteur, pour des travaux publics de Voirie Réseaux Divers.

Article 8 : recours

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa mise en ligne. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 : ampliation

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Brignais, la Police municipale et tous les agents de la force publique chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté ; et au SDMIS, au SITOM, TRANSDEV, SUEZ.

**Le Maire,
Serge BERARD**

L'adjoint délégué
Jean-Philippe GILLET

Mise en ligne le : - 3 JAN. 2024

